

### L'agriculteur et son revenu, l'économiste et ses prévisions

Thierry POUCH  
Pôle Économie et Politiques Agricoles

**Il ne s'agit pas d'une nouvelle fable de La Fontaine, mais du regard que l'on peut porter sur l'évolution du revenu agricole depuis deux ans, c'est-à-dire depuis l'entrée en crise de la plupart des économies, et des pays industrialisés plus particulièrement. Chaque agriculteur ne peut en effet que s'interroger sur la durabilité de cette crise, et sur l'échéance d'une sortie de crise. Ce type d'information ne descendra pas du ciel, mais des prévisions, aussi lacunaires soient-elles, établies par les économistes. Or sur ce point, les récentes analyses que ces derniers ont livré aux acteurs de l'économie, dont font partie les agriculteurs, ne sont guère réjouissantes.**

On ne reviendra pas sur ce qui a été annoncé ces jours derniers en matière de revenu agricole. La tenue de la Commission des comptes de l'agriculture nationale a confirmé que, depuis deux ans, le résultat agricole net a lourdement chuté, entraînant les agriculteurs dans un désarroi profond. Quel est le secteur d'activité économique qui tolérerait une correction aussi importante de son chiffre d'affaires ? Toutes les productions agricoles ont enregistré un recul significatif de leur valorisation, compris entre -6,9% pour les végétaux et -12,3% pour les produits animaux. Les effets de la crise ne se sont par ailleurs pas arrêtés aux frontières de l'hexagone puisque la grande majorité des producteurs agricoles de l'UE à 27 a été touchée par la baisse du revenu agricole.

Qu'ils soient écoutés ou discrédités, tous les regards se tournent désormais vers les prévisions des économistes en matière de reprise de la croissance, ou, dit autrement, de sortie de crise. En attendant mieux, peut-on faire autrement que de scruter de telles prévisions, de déceler le moindre signe d'encouragement ? Il ne s'agit pas de redorer l'image d'une profession qui, en dépit du haut degré de technicité de ses modèles de prévision, a, en la matière, souvent dit tout et son contraire. Mais c'est parce que l'économie connaît l'une des pires crises de son histoire qu'il convient malgré tout de se pencher sur les récentes prévisions à court terme livrées par les économistes, afin de répercuter l'information auprès des agriculteurs.

Depuis le dernier trimestre de l'année 2009, la reprise des économies les plus touchées par la crise semblait se confirmer. Le constat d'un décalage entre les pays émergents, les États-Unis, et la zone euro était certes acquis, mais beaucoup indiquaient que l'accélération de la croissance dans les pays émergents, en Chine en tout premier lieu, exercerait des effets d'entraînement sur les économies en retard de croissance par le jeu du commerce mondial. Un regain d'optimisme, même mesuré, était perceptible chez les économistes.

Sauf que les dernières estimations font état d'un retour de l'inquiétude. Tassement de la croissance du PIB et hausse des destructions d'emplois aux États-Unis, contraction de la croissance de l'économie française au premier trimestre (+0,1% contre +0,6% au quatrième trimestre de 2009), atonie de la croissance dans la zone euro et montée du chômage, surchauffe en Chine assortie de perspectives de ralentissement, risques d'éclatement d'une nouvelle bulle immobilière dans le monde (immobilier professionnel), autant de facteurs annonciateurs d'une rechute de l'activité dans l'économie mondiale. Sans

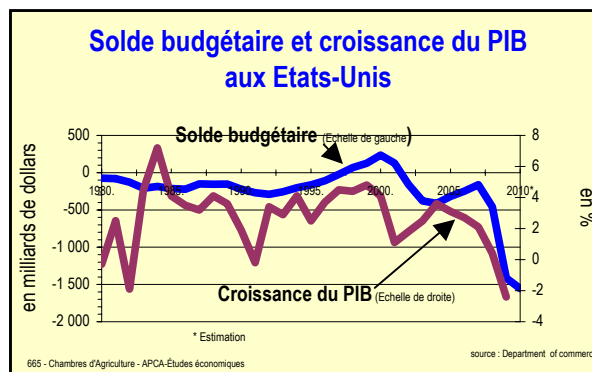
parler des risques de défaut souverain de certains États, la Grèce n'étant pas de ce point de vue un cas isolé. Enfin, en France, la croissance des dépenses de consommation des ménages a été au premier trimestre 2010 de 0% (+1% au dernier trimestre 2009).

En découle que la principale préoccupation des économistes a trait à la stratégie des États en matière de politique économique. Car le risque est réel de voir les économies renouer avec la récession si d'aventure les gouvernements cessaient brutalement de soutenir la croissance par la voie du stimulus budgétaire, un peu à l'image de ce qui s'était produit en 1937 aux États-Unis. Réduire les déficits publics nécessite de créer davantage de croissance, et l'expérience américaine des années Clinton est là pour le rappeler (voir graphique). Nous sommes bel et bien dans un « processus critique ».

Face à de telles incertitudes, les voies du redressement du revenu agricole apparaissent encore bien indéterminées.

Bon été à toutes et à tous.

### Croissance et solde budgétaire aux États-Unis



L'évolution du solde budgétaire de l'Etat fédéral américain depuis le début des années quatre-vingt illustre bien la relation causale entre l'état des finances publiques et la croissance. Lors des deux mandats de Bill Clinton, la croissance économique américaine était en moyenne de 5 à 6% l'an, et avait notamment occasionné un quasi plein-emploi. Ce rythme de croissance, associé à une réduction des dépenses militaires, avait permis à l'Administration Clinton de dégager puis d'engranger un confortable excédent budgétaire, lequel fut ensuite entièrement dilapidé par la récession de 2001 et par les dépenses militaires occasionnées par la guerre en Irak.

## Spéculation et volatilité des prix sur les marchés des matières premières.

Alors que l'activité des grandes banques d'investissement sur les marchés des matières premières est en ligne de mire dans le projet de réforme financière aux États-Unis, un rapport de l'OCDE publié fin juin 2010<sup>1</sup>, assure que les fonds indiciels<sup>2</sup> n'ont pas entraîné de « bulles » sur les marchés à terme de produits agricoles en 2008. Cette analyse conforte les pourfendeurs de la régulation de l'activité financière. Au regard de cette actualité, nous revenons sur une présentation de l'Institut Français du Pétrole<sup>3</sup> concernant le rôle de la spéculation sur les marchés pétroliers. Au cours de ce séminaire d'Économie de l'Énergie, il a été rappelé les nombreuses similitudes entre les dynamiques observées sur les marchés financiers du pétrole et des produits agricoles.

Différentes « écoles » s'affrontent sur le rôle attribué à la spéculation dans le fonctionnement des marchés. Selon les premières, dont les théories sont d'ailleurs relayées par l'étude de l'OCDE, les marchés gagnent en efficacité avec le nombre d'acteurs en présence qu'ils soient mus par un besoin de couverture ou une activité purement spéculative. Les spéculateurs fournissent la liquidité nécessaire aux acteurs des filières et les prix (en particulier ceux des contrats futurs), véhiculent les informations sur les fondamentaux du marché. Les marchés financiers reflètent donc les tendances fondamentales de l'économie réelle et permettent d'en prévoir les retournements. Pour les secondes, l'activité des marchés à terme s'avère dévoyée par le poids considérable des positions spéculatives, qui l'emporte sur les activités de couverture. En outre, les risques inconsidérés pris par les spéculateurs peuvent conduire à des phénomènes de « bulles », avec pour corollaire une déconnexion totale entre la sphère productive et financière. L'accent est mis sur les biais de comportements et d'anticipations des agents qui peuvent induire des dysfonctionnements de marchés (comportements mimétiques, anticipations autoréalisatrices, interprétation partielle et lacunaire des informations économiques,...).

### **Volatilité accrue des prix sur les marchés pétroliers.**

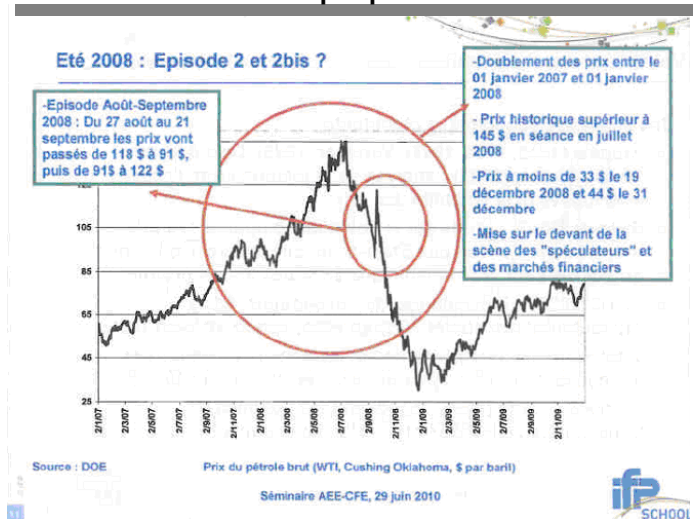
Depuis 2000, selon l'étude de l'IFP, des changements majeurs sont observés sur les marchés financiers nord-américains du pétrole. D'une part, le volume des transactions a fortement augmenté entre 1993 et 2008 (multiplication par un facteur 2,5 du nombre de contrats à échéance deux mois). Cette dynamique ne reflète pourtant en rien l'évolution de l'offre et de demande en pétrole sur cette même période. A ce titre, l'ensemble des contrats à la bourse de New York représente 7 fois la demande mondiale en pétrole (contre 2 fois la demande en 1990). D'autre part, les acteurs dits « non commerciaux » - acteurs intervenant sur le marché sans contrepartie physique - ont effectué 60% des transactions au moment du pic du prix du brut en 2008, contre 50% en 2006 et 20% avant 2001. Sur la période 2007/2008, deux épisodes de forte volatilité ont été identifiés sur la série des prix du pétrole aux États-Unis (graphique 1). L'étude parvient à démontrer que la probabilité d'observer une période d'agitation du marché augmente avec le volume des transactions.

### **Des comportements identiques sur les marchés agricoles.**

Depuis une dizaine d'années, de nombreux observateurs soulignent une financiarisation grandissante des marchés agricoles. Selon les analyses de Momagri<sup>4</sup>, 95% des transactions s'opèrent désormais sans débouclage physique. Tendance prégnante sur l'ensemble des marchés de matières premières, de nouveaux investisseurs (hedge funds, fonds indexés), sont attirés par les contrats à terme afin de diversifier leurs portefeuilles et bénéficier d'une rentabilité supérieure à d'autres actifs. Leur entrée sur ces marchés a été favorisée par le développement de produits dérivés de plus en plus sophistiqués, encouragée par des politiques monétaires expansionnistes jouant notamment sur les taux d'intérêts et facilitée par une dérégulation progressive des marchés à terme aux États-Unis (1991, 1998, 2003). Leur pouvoir de marché est devenu considérable dès lors qu'ils possèdent entre 25 et 35% de tous les contrats à terme agricoles selon la FAO. En outre, ils ont amplifié l'interconnexion entre les différents marchés énergétiques et agricoles (avec par exemple des produits dérivés associant énergie, métaux et contrats agricoles).

Les critiques à l'égard de la spéculation sur les marchés agricoles et les appels à une régulation des marchés financiers, font désormais figure de déclarations d'intentions. Même la FAO, fortement mobilisée sur la question lors des épisodes de flambée des prix de matières premières, indiquait tout dernièrement dans une note de synthèse<sup>5</sup> que « les efforts visant à réduire la spéculation sur les marchés à terme pourraient avoir des conséquences imprévues » et prône plutôt une réglementation pour « favoriser les performances du marché ».

**Graphique 1**



### **Cécile FEVRE**

Pôle économique et politiques agricoles

<sup>1</sup> *The impact of Index and Swap Funds on commodity futures markets*, S.H.Irwin, D. r. Sanders, OCDE, Working Papers n°27.

<sup>2</sup> *Fond indiciel : Capital de placement qui est investi dans toutes les actions d'un indice boursier de référence afin de reproduire le rendement de cet indice.*

<sup>3</sup> *Le rôle de la spéculation sur les marchés pétroliers*, E. Hache et F. Lantz, IFP School. Séminaire d'Économie de l'Énergie organisé par le Conseil Français de l'Énergie, 29 juin 2010.

<sup>4</sup> Cf « *Fonds spéculatifs, la nourriture n'est pas un jeu* », Bertrand Munier, 2010. *La transaction ne se solde pas par une livraison physique.*

<sup>5</sup> *Flambée des prix sur les marchés alimentaires, comment réglementer les marchés à terme organisés ?*, Synthèse 9, Département du développement économique et social, FAO.

## La baisse de moitié du revenu agricole sur deux ans (2008, 2009)

La Commission des Comptes de l'Agriculture Nationale (CCAN) s'est réunie le 30 juin 2010. Les comptes présentés lors de la CCAN sont négatifs. La baisse du revenu agricole est très forte en 2009 : -34%. En 2008, la baisse du revenu était de -23%, ce qui aboutit à une baisse de moitié du revenu agricole sur deux ans.

En 2009, le revenu agricole s'effondre en raison de :

- la baisse de la valeur production (-8,3%), à la suite à la baisse des prix (-8,4%).
- la valeur des consommations intermédiaires baisse aussi mais bien moins fortement (-2,9%)
- le solde de ces deux mouvements est donc une baisse du Revenu net d'entreprise agricole de -35,3% (valeur globale) et de -34% par actif non salarié

On notera que les subventions (aides directes et subventions d'exploitations) s'élèvent à 9,7 Mds d'euros et qu'elles sont stables depuis une dizaine d'années.

Les comptes provisoires apportent deux compléments d'information par rapport aux comptes prévisionnels de décembre 2009 :

- évaluation des investissements. La baisse du revenu agricole a obligé les exploitants à réduire voire reporter leurs investissements de l'année 2009. Cela se traduit par une baisse de 9% des investissements entre 2009 et 2008.
- mesure du commerce extérieur agroalimentaire sur l'ensemble de l'année 2009. Le commerce extérieur agroalimentaire français est en recul en 2009, même s'il reste excédentaire (5,8 Mds d'euros). La baisse du solde des échanges est due à la chute des exportations (-16,8% en valeur), provoquée essentiellement par la baisse des prix des céréales. La valeur des importations diminue moins fortement : -9,4%.

La détérioration des revenus agricoles en 2009 est liée à la volatilité des marchés agricoles et aux baisses de prix très fortes dans les céréales et le lait. Cela est d'autant plus défavorable aux exploitants que le prix des intrants progresse (+2,5%). Il ne faut pas non plus oublier les impacts de la crise économique globale, sur la demande de produits agroalimentaires, qu'elle soit intérieure ou extérieure. Les ménages français ont adapté leurs consommations alimentaires en diminuant leurs dépenses en viandes et fruits et légumes. Et sur les marchés à l'exportation, la demande mondiale a diminué en produits laitiers et en vins.

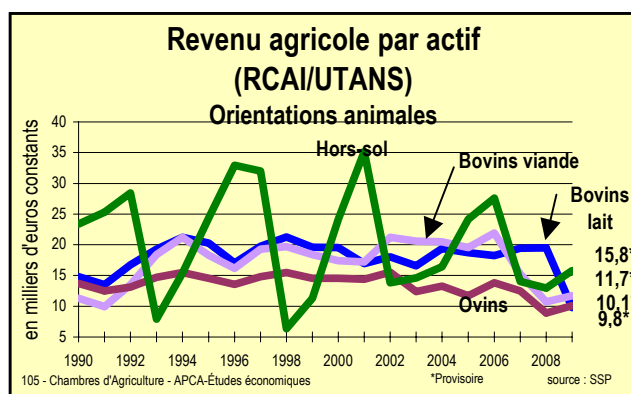
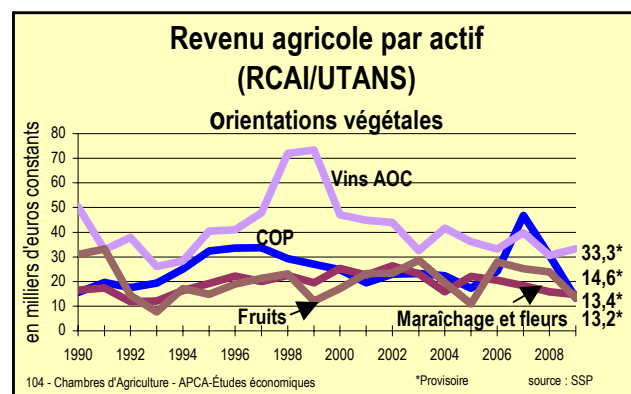
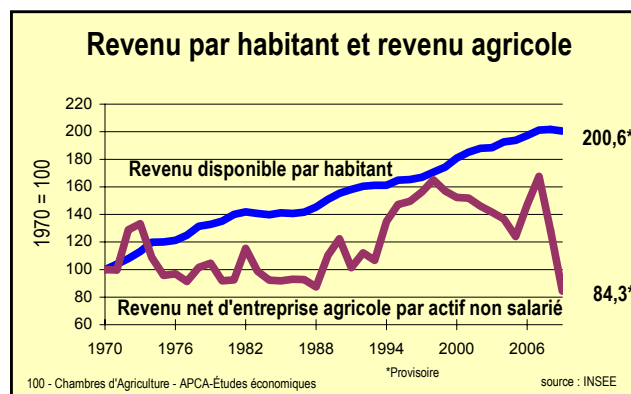
### **Effondrement du revenu des producteurs de lait**

Les comptes par OTEX présentés à la CCAN de juin 2010 aboutissent à des résultats négatifs dans les orientations végétales (sauf la viticulture) et le lait (les autres orientations animales connaissent des hausses de revenus mais elles sont insuffisantes pour améliorer véritablement leurs situations).

Parmi les orientations végétales, les exploitations spécialisées dans les COP sont particulièrement touchées par la baisse des revenus : -57,1%. Elles subissent une double évolution négative : les prix des engrais sont élevés alors que s'effondre le prix de la production. Pour l'arboriculture fruitière, la diminution des revenus (-44%) est due aux difficultés à commercialiser une production abondante, face à une baisse de la demande des consommateurs. Cette remarque vaut aussi pour le maraîchage. Pour la viticulture, la tendance est inverse pour les vins

avec ou sans appellation. Mais pour la viticulture sans appellation, les revenus moyens restent faibles en dépit de la hausse de 2009.

En ce qui concerne les productions animales, les éleveurs de bovins viande et d'ovins voient leurs revenus augmenter tout en restant faibles : résultat courant avant impôts moyen par actif non-salarié inférieur à 10 000 €. Les éleveurs hors-sol augmentent également leurs revenus (après trois années consécutives de baisse), grâce à une diminution du prix des aliments pour animaux, notamment. Le revenu des éleveurs laitiers est quant à lui en sévère chute, de -49,5%.



**Didier CARAES - Cynthia BLINET (stagiaire APCA)**  
**Pôle Économie et Politiques Agricoles**

*Pour en savoir plus :*  
L'ensemble des documents présentés à la CCAN sont disponibles sur le site du Service de la Statistique et de la Prévision du Ministère de l'Agriculture (<http://agreste.agriculture.gouv.fr>) et la synthèse de ces documents réalisés par l'APCA, sur notre site (<http://paris.apca.chambagri.fr/repeco/default.htm>)

**Commerce extérieur agroalimentaire :  
les exportations de produits agricoles transformés  
progressent nettement grâce à l'amélioration  
des échanges avec les pays tiers**

En avril 2010, l'excédent des échanges agroalimentaires français qui s'élève à 512 millions d'euros, est supérieur de 60,5 % à celui d'avril 2009. Les exportations soutenues par le dynamisme des ventes aux pays tiers progressent. Les importations sont stables.

Sur l'Union européenne, l'excédent (324 millions d'euros) est en légère baisse par rapport à avril 2009 (- 7 %). Cette diminution est due principalement aux produits bruts. Effectivement, les achats augmentent trois fois plus que leurs ventes. Les légumes affichent la plus forte hausse.

Avec les pays tiers, un excédent (188 millions d'euros) remplace le déficit qui était en avril 2009 de 30 millions d'euros. Il s'accroît notamment en boissons alcoolisées (vins et champagnes, alcools) et en produits laitiers et fromages.

L'excédent cumulé depuis janvier à avril 2010 atteint 2,2 milliards d'euros, soit + 58 % par rapport à celui de janvier à avril 2009.

Produits agricoles bruts : l'excédent des échanges s'élève à 98 millions d'euros en avril 2010, soit une baisse de 11 % par rapport à avril 2009.

**Les exportations** (1,1 milliard d'euros) gagnent 25 millions d'euros (+ 2 % par rapport à avril 2009). Les ventes de graines de colza au Royaume-Uni, Belgique et de tournesol aux nouveaux États - membres et à la Russie s'inscrivent en hausse de façon significative. Les ventes de blé tendre ont augmenté du fait de la baisse des cours. Pour cette céréale, la montée des ventes sur l'Italie, la Belgique et l'Espagne, compense les reculs sur l'Algérie et le Maroc.

**Les importations** (984 millions d'euros) progressent de 4 % par rapport à avril 2009. Cette hausse concerne principalement les légumes et les produits de la pêche. A l'inverse, les achats de fruits, exceptés les agrumes (notamment les oranges et clémentines d'Espagne), diminuent. Cette baisse est marquée pour les bananes de Côte d'Ivoire, les pommes du Chili, des Pays-Bas et de la Belgique, ainsi que les poires d'Argentine et de Belgique.

L'excédent cumulé depuis janvier à avril 2010 atteint 706 millions d'euros, soit une baisse de 11 % par rapport à celui de janvier à avril 2009.

Produits agricoles transformés : l'excédent des échanges en produits agricoles transformés atteint 413 millions d'euros en avril 2010, soit moitié plus que celui d'avril 2009, c'est-à-dire + 98 % par rapport à avril 2009.

**Les exportations** (2,9 milliards d'euros) progressent de + 6 % par rapport à avril 2009, grâce à la croissance des ventes d'alcool et de produits laitiers. Si les ventes de viandes sont orientées à la hausse pour toutes les espèces, les produits à base de viandes et de la pêche reculent.

**Les importations** (2,5 milliards d'euros) diminuent de 2 % par rapport à avril 2009. Les baisses concernent principalement les huiles, à l'exception de l'huile de palme, et les tourteaux, à l'inverse des produits laitiers, des confiseries chocolatées et des alcools.

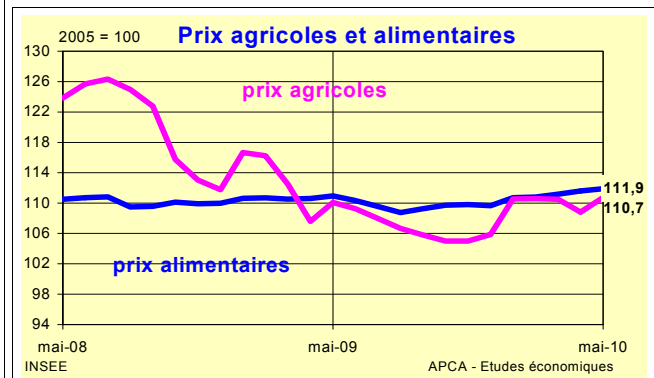
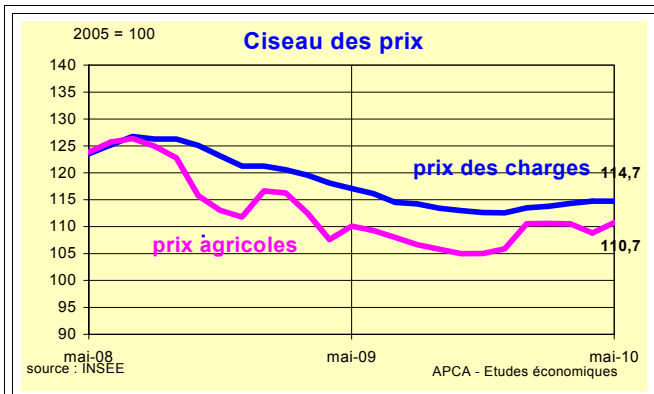
L'excédent cumulé depuis janvier à avril 2010 atteint 1,5 milliard d'euros, soit + 151 % par rapport à celui de janvier à avril 2009.

**Chantal ROVELLI – Pôle Économie et Politiques Agricoles**

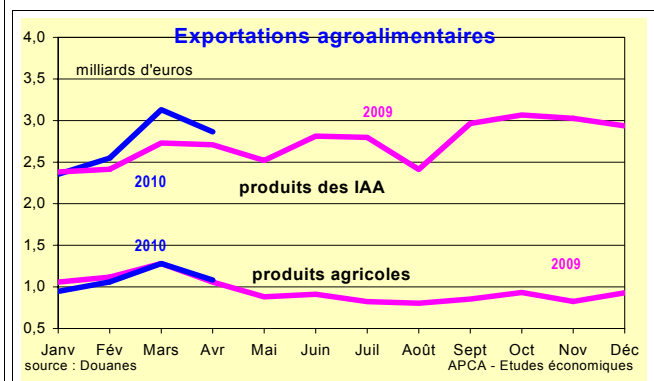
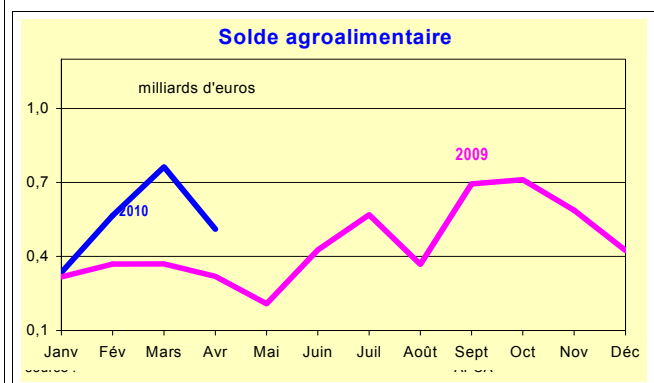
Pour en savoir plus :

Site d'Agreste Conjoncture – Infos rapides – Commerce extérieur agroalimentaire de juin 2010 – n° 6/12 :

[http://www.agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf\\_comext1006note.pdf](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf_comext1006note.pdf)



| % (Source : INSEE)       | En 1 mois | En 12 mois | En 24 mois |
|--------------------------|-----------|------------|------------|
| <b>Prix alimentaires</b> | 0,26      | 0,87       | 1,26       |
| <b>Prix agricoles</b>    | 1,75      | 0,59       | -10,59     |
| <b>Prix des charges</b>  | 0,00      | -2,03      | -7,14      |
| <b>Inflation</b>         | 0,11      | 1,64       | 1,39       |



| Solde du commerce extérieur agroalimentaire |              | (Source : Douanes/SSP) |
|---|--------------|------------------------|
| En milliards d'€                            | En avril     | Cumul 4 mois           |
| <b>2010</b>                                 | <b>0,512</b> | <b>2,175</b>           |
| <b>2009</b>                                 | <b>0,319</b> | <b>1,374</b>           |

APCA—9 avenue George V  
75008 Paris  
PEPA— Références et études économiques  
Avec la participation financière du CasDAR

Rédaction : T.POUCH - C. FEVRE - D. CARAES - C.ROVELLI  
Réalisation : Colette RENAUD  
<http://paris.apca.chambagri.fr/repeco>